



B I O G R A P H I E

d'Alain LAMBERT

Alain Lambert est Président du Conseil départemental de l'Orne. Il a été ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire de 2002 à 2004.

Né en 1946, en Alençon (Orne), il s'engage en politique en 1983. De convictions chrétiennes démocrates, il devient conseiller municipal d'opposition en cette année 1983, puis conseiller général en 1985 et Vice-Président du Conseil régional en 1986.

En 1989, il est élu maire d'Alençon. Il sera réélu en 1995 et en 2001. Il démissionne en 2002 en raison de ses fonctions ministérielles. Il est élu conseiller municipal de Saint-Céneri-le-Gérei (commune inscrite parmi les plus beaux villages de France) du 10 septembre 2006 au 23 mars 2014.

En 1989, il est élu Président du District Urbain de l'Agglomération d'Alençon qu'il transforme en Communauté urbaine en 1997. Il la préside jusqu'en 2004, puis de septembre 2006 à mars 2008.

Sénateur de l'Orne de 1992 à 2002, membre du groupe de l'Union centriste, il siège dès 1992 à la Commission des finances, dont il devient le rapporteur général du budget en 1995, puis le Président en octobre 1998. Réélu en septembre 2001, il démissionne en juin 2002 à son entrée au gouvernement. Il est réélu sénateur de l'Orne le 26 septembre 2004.

Le 13 octobre 2010, sur proposition du Premier ministre, Alain Lambert est nommé magistrat, mettant fin ainsi, pour incompatibilité, à son mandat de sénateur. Il est Conseiller-Maitre Honoraire de la Cour des comptes depuis le 21 juillet 2015.

Le 14 décembre 2007, il est élu Président du Conseil général de l'Orne puis réélu le 20 mars 2008 et le 31 mars 2011. Le 2 avril 2015, il est élu Président du nouveau Conseil départemental de l'Orne. Il est conseiller départemental du Canton de Damigny depuis mars 2015. Le 13 mai 2015, il est élu trésorier de l'Assemblée des Départements de France.

Il préside le CNEN (Conseil National d'Évaluation des Normes). Le 31 décembre 2015, il est nommé médiateur des normes applicables aux collectivités territoriales.

Il a été membre à deux reprises de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations dont il a dû démissionner, la 1ère fois lors de son entrée au Gouvernement et la 2nde lors de son entrée à la Cour des Comptes.

Notaire de 1976 à juin 2002, il est Président du CSN (Conseil Supérieur du Notariat) de 1996 à 1998 dont il reste Président Honoraire.

FONCTIONS

- Président du Conseil départemental de l'Orne
- Médiateur des normes
- Président du Conseil national d'Evaluation des Normes (CNEN)
- Trésorier de l'Assemblée des Départements de France (ADF)
- Conseiller départemental du canton de Damigny
- Maire Honoraire d'Alençon
- Président honoraire du Conseil supérieur du Notariat

ANCIENNES FONCTIONS

Echelon national

- Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire dans le premier gouvernement de Jean-Pierre Raffarin (17 juin 2002-31 mars 2004)
- Conseiller auprès du Président de la République, Jacques Chirac
- Sénateur de l'Orne (1992-2002 et 2004-2010)
- Rapporteur spécial du budget de la justice (1992-1995)
- Rapporteur général du budget à la Commission des finances du Sénat (juin 1995 - octobre 1998)
- Président de la Commission des finances du Sénat (1998-2002)
- Membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations
- Président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation (2009 - 2010)
- Président du Conseil supérieur du Notariat (octobre 1996-octobre 1998)
- Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur (2004)
- Officier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur (2013)
- Officier dans l'Ordre national du mérite de la République polonaise (2014)
- Président de l'association des Communautés urbaines de France (décembre 2000-janvier 2002)
- Chargé d'une mission de lutte contre l'inflation normative avec Jean-Claude BOULARD (2013)
- Chargé d'une mission avec Martin MALVY sur la maîtrise des dépenses publiques (2014)

Parlementaire en mission

- Sur les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales auprès de Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales, et auprès de Eric WOERTH, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique (septembre-décembre 2007)
- Sur la mise en œuvre de la LOLF : à deux reprises, avec Didier MIGAUD, Député PS de l'Isère, devenu Premier Président de la Cour des Comptes, (mars-septembre 2005 et avril-octobre 2006)

Echelon local

- Conseiller municipal minoritaire d'Alençon (1983-1989)
- Conseiller général de l'Orne d'Alençon 3 (1985-1992 et 2004-2009), de Putanges-Pont-Écrepin (2009-2015)
- Maire de la ville d'Alençon (mars 1989 - mai 2002) - réélu en 1995 et mars 2001 - démissionnaire en raison de ses fonctions ministérielles le 31 mai 2002
- Conseiller municipal de Saint-Céneri-le-Gérei (10 septembre 2006 au 23 mars 2014)
- Président de la Communauté urbaine d'Alençon (décembre 1996 - septembre 2008)
- Conseiller régional et vice-président du Conseil régional de Basse-Normandie (1986 - 1989)
- Notaire (depuis 1976), démissionnaire en raison de ses fonctions ministérielles en juin 2002
- Président de la Chambre des notaires de l'Orne (mai 1985-mai 1987)
- Président du Conseil régional des notaires de la Cour d'Appel de Caen (1989- 1990)
- Président de l'Association des maires de l'Orne (1995-2016).

Loisirs

Lecture, nouvelles technologies.